

Quand les catégories de classement rencontrent ceux qu'elles classent. Une analyse des conflits de définition de la « banlieue » : Gennevilliers, 1999

Article inédit. Mis en ligne le 27 janvier 2012.

Julie Sedel

Maître de conférences en Science politique et Sociologie à l'Université de Strasbourg, chercheuse au GSPE.

Plan

Un conflit sur des enjeux d'image
Un précédent scandale
La mise en place d'un acteur symbolique
Une histoire longue des rapports des élus à l'information
Le recrutement de « spécialistes »
Trouver des alliés dans la presse
La fonction de « gate-keeping » du service communication
La menace des contre – définisseurs
Conclusion
Références bibliographiques

Résumé

Partant de l'étude d'un conflit d'image entre des journalistes de presse nationale et les élus d'une municipalité de banlieue parisienne, cet article analyse une lutte symbolique autour de la définition des classes populaires urbaines. Reprenant les notions de « définisseur primaire » et « secondaire », il entend montrer comment la détention d'un capital institutionnel peut apparaître comme levier pour agir sur la « définition de la situation » face aux journalistes de médias de grande diffusion tout en pointant les ambivalences de ce travail de représentation.

Abstract

When the categories of classification meet those whom they classify. An analysis of the conflicts of definition of the "suburb": Gennevilliers, on 1999.

Based on the study of a conflict of image between journalists of national press and elected representatives of a municipality of a Parisian suburb, this article analyzes a symbolic fight about the definition of the urban lower classes. Using the notions of "primary definer" and "secondary definer", it intends to show how the detention of an institutional capital appears as a control lever to act on the "definition of the situation" in front of journalists of large-scale broadcast media, while pointing out the ambivalences of this work of representation.

Resumen

Cuando las categorías de clasificación se encuentran con lo que intentan clasificar. Análisis en torno a los conflictos de definición de la llamada "banlieu": Gennevilliers, 1999.

Partiendo de un debate sobre la imagen entre periodistas de prensa nacional y los servidores públicos de una alcaldía de la periferia parisina, este artículo versa sobre una lucha simbólica en torno al problema de definición de las clases populares urbanas. Retomando las nociones de "agente de definición primario" y "secundario", la autora busca mostrar cómo la posesión de un capital de adecuación institucional puede actuar de palanca en la "definición de la situación" frente a la acción de los medios masivos de comunicación, al señalar las ambivalencias del trabajo de representación.

Partant de l'étude d'un conflit d'image entre des journalistes de presse nationale et les élus d'une municipalité de banlieue parisienne, cet article analyse un aspect de la professionnalisation de la communication. Reprenant les notions de « définisseur primaire » et « secondaires » (Hall, 1978), il entend montrer comment la détention d'un capital institutionnel peut apparaître comme levier pour agir sur la « définition de la situation » (Goffman, 1973, p. 11) face aux journalistes de médias de grande diffusion. En particulier, il souligne le hiatus entre la volonté journalistique d'inscrire un « problème public » (Voirol, 2005) sur l'agenda et le refus d'agenda ([agenda denial], Cobb, Ross, 1997) de la part des groupes désignés par le problème ainsi labellisé. Dans les années 1980, l'expression « banlieue » est en effet devenue un terme générique pour qualifier ce qui est devenu un « problème public ». Elle désigne par une sorte de raccourci, un ensemble de situations de niveau et de nature différents caractérisées par un ancrage spatial, un type d'habitat, et des incidents mettant sur le devant de la scène une fraction de la population. Comment les élus font-ils face à cette vision jugée négative portée sur leurs administrés, compte tenu des contraintes économiques et surtout électorales¹ qui pèsent sur eux ? L'article y répond à travers une monographie réalisée à Gennevilliers, entre 1999 et 2001, sur le service de « communication ». L'étude repose sur des entretiens réalisés auprès de journalistes et de personnes qui ont rempli localement, des fonctions de « communicant », que cette fonction ait été cristallisée dans des postes et des structures ou qu'elle ait été exercée sur un mode plus informel. Ces entretiens ont été complétés par l'analyse de supports de « communication » (journaux municipaux, en particulier), de documents sur la ville, de reportages et d'articles de presse écrite.

Après avoir relaté un conflit entre les élus de Gennevilliers et la chaîne publique France 2, l'article revient sur un précédent scandale à l'origine de la mise en place d'un service de communication municipal, tout en montrant que celle-ci s'inscrit dans une histoire longue du rapport des élus à l'information. Relatant le parcours des responsables qui se sont succédés à la tête de ce service, l'article pointe les transformations en termes de ressources et de compétences requises pour occuper ce poste. Le fonctionnement de ce service est ensuite analysé comme opérant un travail de « gate-keeping » de l'information sur la ville, tout en redoutant la présence de producteurs concurrents de « réalité ».

UN CONFLIT SUR DES ENJEUX D'IMAGE

Le point de départ de l'étude est constitué par un conflit déclenché par un reportage télévisé, orchestré par la direction de la communication de la direction de police nationale, auxquels les élus communistes de la ville de banlieue parisienne étudiée ont particulièrement réagi. Le reportage, d'une dizaine de minutes, diffusé, en 1999, dans l'émission politique « Mots Croisés » (France 2) devait illustrer les missions de fidélisation des CRS en « banlieues » mises en place par le ministre de l'Intérieur du gouvernement « gauche pluriel », Jean-Pierre Chevènement. Les séquences présentaient des policiers contrôlant l'identité de jeunes hommes immigrés, dans la rue et procéder à des fouilles appuyées. Le lendemain de sa diffusion, la mairie menaça de porter plainte contre la

.....

¹ « [...] Ce qui se livre réellement à l'observateur, c'est le fonctionnement hiérarchique pyramidal, ou curial, d'une administration en perpétuel ajustement aux contraintes de la compétition électorale », écrit Virginie Anquetin à propos de la municipalité de Strasbourg (Anquetin, 2010, p. 22)

chaîne pour « atteinte à l'image de la ville », arguant que les jeunes filmés de nuit, à travers des contrôles d'identité, présentaient la commune comme « dangereuse ». L'émission *L'Hebdo du médiateur* pourtant mise en place pour permettre aux téléspectateurs de réagir aux programmes de la chaîne du service public, refusa de relayer le message. Les élus accusèrent en particulier le ministère de l'Intérieur d'être à l'origine de cette « mise en scène », positionnant cette institution comme un définisseur « primaire » des situations en banlieues². Cette dernière a en effet constitué, dans les années 1990, un acteur central du travail de « cadrage » du « problème des banlieues », même si cette institution est loin d'être monolithique (Le Saulnier, 2010). Rencontré dans le cadre de cette enquête, le directeur de la communication de la direction de la police nationale expliquait ainsi la façon dont il centralisait les demandes des journalistes et surveillait le bon fonctionnement des reportages (entretien réalisé en 1999). Mais, les élus se ravisèrent à la suite d'une discussion avec le ministre de l'Intérieur en personne qui leur suggéra de déplacer la lutte sur le terrain politique.

UN PRECEDENT SCANDALE

Afin de comprendre la réaction des élus, il importe de revenir dix ans en arrière, sur un reportage qui marqua d'une pierre les relations entre les édiles et les journalistes de presse nationale. Intitulé « Banlieue », au singulier, il s'agissait d'un des premiers reportages portant sur la ségrégation urbaine et sociale. Il fut diffusé sur Canal+ puis rediffusé sur France 3, dans l'émission « La Marche du siècle ». Le réalisateur qui occupait une position haute dans le milieu journalistique, avait choisi un quartier neuf, le Luth, situé à proximité de Paris, pour dénoncer l'apparition de « ghettos » en France. D'une durée de 52 minutes, le reportage associait à une unité de lieu, un catalogue de portraits et de situations – familles monoparentales, toxicomanie, alcoolisme, racisme, petite délinquance – qui donnaient du quartier une vision emprunte de misérabilisme.

Encensé par la presse, le reportage fut très fortement décrié par les habitants qui adressèrent une pétition à la chaîne privée Canal+. Le maire répliqua en organisant une conférence de presse – « Le Luth, parlons-en » pendant laquelle le directeur des programmes de chaîne expliqua son intention de vouloir dénoncer un « problème social ». Il obtint du présentateur, Jean-Marie Cavada, d'intervenir sur le plateau de l'émission « La Marche du siècle » qui s'appretait à rediffuser le reportage pour marquer un autre événement politique : la remise du livre blanc de l'Ile-de-France, par le Premier ministre socialiste, Michel Rocard. Mettant en garde les téléspectateurs sur le contenu du reportage, le maire y exposa sa définition des problèmes en banlieues.

Le reportage contribua fortement à inscrire le « problème de la banlieue », sur l'agenda politique, faisant ainsi apparaître les journalistes comme des « définisseurs primaires » de

.....

² Afin de distinguer le poids des sources dans la production de l'information, Stuart Hall, à partir d'une étude sur la couverture médiatique de la délinquance de rue a proposé la notion de « définisseur primaire ». Ce concept suggère qu'il existe des sources particulièrement accréditées à cause de leur statut institutionnel. Stuart Hall et alii ont par exemple montré comment la police et le Home office, en insistant sur l'augmentation des vols sur la voie publique — délit souvent imputé à des immigrés —, avaient offert un cadre d'interprétation à la presse. Les définisseurs secondaires (associations, chercheurs, militants), soulignent, ces auteurs ont peu de poids sur la définition de l'événement, compte tenu de leur surface médiatique plus faible (Hall, et al., 1978).

situation. Outre la notoriété du réalisateur, qui avait travaillé sur des thèmes faisant débats –l'illettrisme, les SDF, notamment –, l'écho qu'il reçu dans la presse, consacra cette vision comme légitime. Les ressorts dramaturgiques du reportage, utilisés aux fins de dénoncer un problème social tout en le construisant comme tel, transformèrent le quartier en cas exemplaire de l'action publique. Paradoxalement, le stigmate produit par le reportage sur la ville permit aux élus d'accélérer l'inscription du quartier dans la liste de ceux devant être traités en priorité par la Politique de la Ville (Roubieu, 1995). Simultanément, la population du quartier se perçut comme « problème à résoudre » (Sedel, 2009).

LA MISE EN PLACE D'UN ACTEUR SYMBOLIQUE

Olivier Roubieu a analysé les effets que ce reportage avait produit au sein de l'administration municipale, en montrant en particulier, la façon dont le dispositif de développement social des quartiers, repris en main par le maire, fut transformé en « véritable opération de relations publiques » (Roubieu, 1995, p. 86). Dix ans plus tard, le fait que le directeur de la communication de la municipalité étudiée ait pris l'initiative de riposter traduit bien la montée en puissance de la communication au sein de l'administration municipale. La création d'un service correspond à un choix politique stratégique, certaines municipalités ayant plutôt décidé de sous-traiter cette fonction en externe, à une agence spécialisée. C'était d'ailleurs l'option adoptée par la municipalité de Gennevilliers avant que ne soit réalisé ce reportage, explique un ancien employé de cette agence, recruté pour créer le service de communication : « le reportage de 1989, c'est exactement la période où j'arrivais. Il y avait eu un reportage, c'était un truc qui était bidonné, c'était au moment où il fallait faire du sensationnel sur les banlieues ». Cette nouvelle fonction peut être considérée comme une réponse aux attaques symboliques répétées dont la ville fait l'objet : « Il faut avouer que cette ville n'a pas toujours de la chance. Gennevilliers est toujours un peu montré du doigt. Rien que de dire le nom, les gens disent : 'ça y est, c'est le coupe-gorge' [...] J'ai rarement d'échos positifs de gens qui connaissent pas ou peu cette ville [...] Le maire fait tout pour changer l'image de la ville, mais c'est pas simple » (responsable service vidéo, entretien réalisé en 2000). La création de ce service correspond également à l'émergence d'un nouveau territoire professionnel. En effet, à partir des années 1980, les ministères (Nollet, 200 ; Ollivier-Yaniv, 2003), les services de l'Etat (Ollivier-Yaniv, 2000 ; Marchetti, 2008), et dans le cas qui nous intéresse ici, les collectivités territoriales (Fourdin, 1994 ; Paillart, 1993, Legavre, 1989, 1994) ont mis en place des dispositifs de « communication ». Avec les lois de décentralisation ayant pour effet notamment d'accroître la compétition entre les communes (Paillart, 1993 ; Le Galès, 1995) pour l'implantation d'entreprises (supposées résorber le chômage, générer des rentrées fiscales pour la commune) et l'installation d'habitants, la « communication » fait désormais partie de la boîte à outils des élus. On peut également supposer que l'idée « d'actions spécifiques dans ce domaine » tienne aussi à la proximité du député-maire avec d'autres représentants politiques dotés de mandats nationaux, utilisant des techniques de communication et recourant à des experts (Legavre, 1989). Ce recours s'effectue au moment où la « politique » au sens noble subit une crise de croyance, comme l'indique la montée de l'abstention dans la ville et la baisse du nombre de militants.

UNE HISTOIRE LONGUE DES RAPPORTS DES ELUS A L'INFORMATION

Pour comprendre les enjeux liés à la mise en place d'une nouvelle fonction, il importe de souligner ce qui existait avant, ceci sans relire l'histoire à l'aune des catégories actuelles.

Dans les années 1960, « l'information » se confondait alors avec ce qui était appelé la « propagande », comme l'illustre la terminologie employée par le directeur du bureau des affaires culturelles dans une lettre adressée au réalisateur d'un film de campagne électorale. Symptomatique de cette période, les élus intervinrent tout au long du processus de production, suggérant, par exemple, qu'un ton « plus optimiste » soit adopté³. Il facilitèrent l'accès au terrain du réalisateur et des techniciens, en demandant l'autorisation de réalisation de prises de vue, ou en fournissant les négatifs de films réalisés sur la ville et les documents susceptibles d'être utilisés, L' « opinion des amis », durant les premières projections du film, était envoyée au réalisateur afin de procéder à des modifications, ce qui pouvait entraîner des conflits. Par exemple, alors que le maire demande de retirer une séquence présentant des délégués syndicaux autour des « transports », un problème qu'il juge secondaire, le réalisateur souligne que, selon lui, la question des transports, loin d'être un thème secondaire, se rattache « directement aux préoccupations d'une municipalité »⁴. Intitulé « Naissance d'une ville », le film définitif, d'une trentaine de minutes, retrace les transformations du « petit village au grand jardin potager de Paris » où Paris « planta sa première cheminée », l'action des élus en direction des populations : bourse du travail, banquet pour les personnes âgées, colonies de vacances, service médico-social, logement, centre culturel... Il existait, au sein de l'administration municipale, un service (« fêtes et cérémonies ») qui se chargeait des réceptions municipales ainsi qu'un service Information, comprenant un bureau, un photographe et un responsable. Mais ce dernier était une personne « capable d'écrire sur les impôts locaux », se souvient un ancien responsable de la « propagande, plus qu'un responsable de l'information. Dans les années 1980, un nouveau rapport à l'information se fait jour, entériné par la signature, en 1982, d'un contrat de Développement social des quartiers, après la visite du maire socialiste de Grenoble, Hubert Dubedout. En plus d'un journal de quartier, les financements supplémentaires permettent de tester d'autres formes de supports (comme la vidéo). Le service information, dirigé par l'assistant parlementaire du maire adjoint, comprend alors un rédacteur en chef, un maquettiste, un photographe, un demi-poste de journaliste pigiste, un atelier vidéo (équipé en banc de montage, comprenant deux techniciens), un afficheur municipal salarié à mi-temps. Parallèlement, les élus soutiennent la création d'une radio et d'une télévision locales alliant les habitants à la production de l'information et transforment le bulletin en magazine. Mais ce dernier se trouve rapidement au centre de conflits qui mettent en présence différentes fractions en lutte pour la définition de l'information sur la ville. Ce sont par exemple, les enseignants qui, par le biais d'une pétition comprenant plus de 200 signatures, protestent, à la suite d'un article du magazine portant sur les résultats d'une étude sociologique sur l'échec scolaire mettant en cause l'attitude condescendante des enseignants à l'égard des familles immigrées⁵. C'est encore l'Office HLM qui réagit violemment à la couverture d'un numéro intitulé « La fin des cages à lapin », avec en

.....

³ Courrier adressé par le maire au responsable du bureau des affaires culturelles du 20 août 1964, cité. A.M. Le maire suggère d'introduire deux mesures de la chanson : « A Gennevilliers, y'a tant de belles filles ». Cette chanson sera remplacée par « Les enfants de Gennevilliers », dans la version définitive.

⁴ Lettre manuscrite envoyée par Louis Daquin au responsable du bureau des Affaires culturelles, datée du 4 septembre 1964, A.M.

⁵ Cette étude menée par deux sociologues, Maryse Tripiet et Alain Léger, sur les établissements scolaires du second degré du quartier des Grésillons, a été publiée sous le titre *Fuir ou construire l'école populaire* (Paris, Méridiens Klincksieck, 1986).

arrière plan, la façade d'un bâtiment du Luth.... Si l'apparition de ces médias engendre simultanément une coupure entre « anciens » et « nouveaux », les critiques dont ils font l'objet traduisent aussi un nouvel état des rapports de force dans la ville. En effet, ces initiatives médiatiques (radio participative, magazine) sont plutôt portées par le camp des « réformateurs » communistes.

LE RECRUTEMENT DE « SPECIALISTES »

La création d'un service spécialement dédié à la gestion de l'image publique de la ville correspond certes à un changement d'équipe municipale et à une reprise en main par le parti communiste d'une ville entrée en dissidence. Mais la définition de cette fonction tient surtout aux caractéristiques de ceux qui s'en emparent et la font exister. Salarié d'une agence ayant pour clients des élus communistes qui « souhaitaient faire une campagne de communication qui soit différente de celles de Séguéla », le premier responsable du service avait réalisé la « signature » de la ville : « Gennevilliers, ville de toutes les jeunesses ». Il souhaitait, à travers ce logo, donner l'image d'une « ville en mouvement », c'est-à-dire, une ville active dans différents domaines, une façon également, de mettre en valeur la jeunesse par ailleurs décriée dans les médias d'information. A son arrivée, il entreprend de « restructurer » les services existant (fêtes et cérémonies, vidéo, journal municipal...) qu'il rassemble au sein d'une « direction » : « La Communication a changé de braquet. On passe à la vitesse supérieure » dit-il. Il met « en synergie » des gens dotés de compétences et de techniques différentes, embauche plusieurs personnes pour renforcer la position de ce service qui s'étend spatialement : « L'information occupait au début ce bureau-ci, se souvient le responsable de l'information, de 1984 à 1989. Je suis revenu à la fin dans ce bureau-là et l'équivalent, de l'autre côté, qui était occupé par Gennevilliers Magazine, plus deux bureaux occupés par les photographes avec un labo photo et le plateau central en partie occupé par l'atelier vidéo » (entretien avec l'auteure, 2005). Parallèlement à la création du service de Communication, la municipalité recrute une attachée de presse (dont le poste sera supprimé) ainsi qu'un journaliste de radio, pour s'occuper du magazine municipal, laissé à l'abandon depuis le départ de son rédacteur en chef, en 1988. S'il n'est plus reconnu comme journaliste par la commission d'attribution de la carte de presse, il se définit comme un « journaliste intégré en collectivité territoriale ». Plusieurs responsables de la communication se sont succédés depuis 1989. La façon dont ils se présentent au sociologue donne des indices sur les ressources permettant de légitimer leur place et leur fonction au sein de l'administration. Alors que les deux premiers responsables de la communication se présentent comme des militants au sens propre, le troisième a « plus un profil de journaliste » dit de lui un collègue. La façon dont ils relatent leur parcours est ailleurs significative de la professionnalisation de ce secteur, de son autonomisation à l'égard du politique. Elu maire adjoint d'Antony (PC), en 1977, c'est « presque naturellement » que le premier responsable de la communication a accepté de prendre en charge sa fonction, en 1989. Il s'occupait déjà du bulletin municipal, alors écrit par des amis du maire, et avait recruté deux secrétaires qui savaient faire de la composition et un photographe. En 1983, après l'élection du maire RPR, Patrick Devedjian, il a rejoint le siège du PCF où il a rencontré « une équipe de gens qui pensaient comme moi, qui ne faisaient plus de la propagande mais de la communication », dit-il, comme pour mettre à distance un terme désormais disqualifié (Ollivier-Yaniv, 2010). Il intègre ensuite une agence de communication qui travaille avec des élus communistes et participe à une campagne d'affichage politique saluée par la presse professionnelle (en particulier, par le magazine spécialisé CB News). En 1993, il rejoint la mairie de Corbeil-Essonnes qu'il

quittera en 1995 à la suite à l'élection du maire RPR. Militantisme et compétence technique sont les deux ressources qu'il met en avant pour parler de son travail de « communicant ». Son successeur, arrivé au début des années 1990, travaillait quant à lui au siège du Parti communiste français. Il se décrit comme un « autodidacte », « quelqu'un d'atypique dans cette direction de l'administration ». Il insiste sur ses origines sociales (son père était mineur de fond avant-guerre puis ouvrier professionnel chez Citroën), familiales (élevé par sa mère) et son sentiment d'appartenance à la ville où il a obtenu un C.A.P d'ajusteur. Il incarne la figure de l'ouvrier méritant. Après avoir travaillé à Thomson, à Asnières, puis à Sartrouville, il effectue son service militaire dans les transmissions. À son retour, il réintègre une filiale de Thomson, joue un rôle important au sein de la CGT, devient secrétaire du comité d'entreprise. Puis, sur les conseils de son patron, il passe un BTS d'électrotechnicien. En 1972, le maire de Levallois lui propose de « jouer un rôle » au PCF. Il quitte l'entreprise et rejoint le siège du PCF où il apprend auprès « de sociologues, cinéastes, linguistes, psychologues » les « bases pour animer le secteur de la communication ». Dans les années 1990, alors qu'il « prend ses distances avec le parti », le maire de Gennevilliers l'invite à venir travailler à ses côtés : « Il a certainement pensé qu'avoir un autodidacte ayant un regard plus politique pourrait constituer un plus à l'enrichissement du débat ». Il coordonne les quarante ans de l'OPHLM de Gennevilliers dont il dirigera le service « communication », avant de rejoindre la mairie, pour devenir Secrétaire Général adjoint de mairie, l'un des postes les plus hauts au sein de l'administration municipale. Indice de la « professionnalisation » du service, le troisième directeur de la communication, fils d'employés rapatriés d'Algérie, ne s'étend pas sur sa biographie. Ni origines sociales, ni ses liens avec la ville ou avec les élus ne sont invoquées pour justifier sa position. Par contre, à côté de son niveau de diplôme élevé (il possède un DEA de mathématique, discipline enseignée par le maire-adjoint), le fait d'avoir dirigé une radio départementale (93 TSF) regroupant des collectivités locales communistes, constituent bien des ressources.

TROUVER DES ALLIES DANS LA PRESSE

Olivier Roubieu a souligné le rôle de la revue de presse réalisée quotidiennement par les élus de cette ville (Roubieu, 1995). L'établissement et l'entretien régulier des relations avec les journalistes de presse régionale et nationale constituent deux volets importants de l'activité du service Communication. Cégolène Frisque a montré que les relations entre élus et presse locale dépendaient des configurations locales et qu'elles devaient être reliées aux transformations plus globales de la presse et du politique (Frisque, 2010). A Gennevilliers, les élus ont pu trouver des alliés objectifs auprès de journalistes ayant une sensibilité « de gauche », comme l'illustrent les propos d'un ancien « responsable de la propagande » : « Une fois, on a organisé une conférence de presse ici, j'ai eu contact avec X, de Libé qui est venu, qui fait de très bons papiers d'ailleurs, sur le logement. Et puis il y avait une femme du Monde qui était venue, mais je crois qu'elle n'y est plus. Il y en avait un autre de Témoignage Chrétien, mais ça s'est trouvé comme ça ». Créé en 1994 par Libération pour concurrencer Le Parisien sur la région Ile-de-France, le service « Métro », dirigé par un journaliste militant, a pu favoriser les rapports entre les élus et la presse nationale. Dans un long entretien, huitième d'une série consacrée aux « paroles de banlieues », l'adjoint au maire insiste sur l'importance de la vie associative, la « participation des habitants » parmi les raisons qui font que certains « quartiers vivent sans trop de problème et d'autres, plus difficilement ». Il présente néanmoins le Luth comme « un urbanisme compliqué à gérer », « frappé de gigantisme » où « le travail effectué sur le terrain a favorisé le développement

d'une vie sociale » (Libération, 26/10/1995). La disparition de ces pages et le départ de son responsable, ont pu fermer une fenêtre d'opportunité pour les élus. Par ailleurs les relations avec Le Parisien, premier quotidien d'Ile-de-France, ont changé, comme l'exprime le secrétaire adjoint de mairie : « On est passé, il y a une dizaine, une douzaine d'années, à une relation de type 'chien de faïence' à une relation très correcte, courtoise, voire de coopération quoi ». Depuis les années 1980, le journal qui était très marqué « à droite », a adopté une ligne « neutre » politiquement, ce dont atteste le recrutement de journalistes issus de la presse « de gauche » (tel que Libération) : « Il est pas neutre, il n'est pas inodore et sans saveur, mais il est quand même beaucoup moins engagé, beaucoup plus près des réalités des faits, plus de faits, moins de commentaires [...] Alors pour peu qu'après on ait un collaborateur ou une collaboratrice avec qui on s'entend pas mal, comme c'est le cas, par exemple, pour celle qui couvre Gennevilliers, qui est assez sympa. On a des relations très courtoises, très correctes », souligne le secrétaire général adjoint de mairie ». Les conflits avec les journalistes portent souvent sur les titres, indique ce même responsable : « Si à chaque fois, il y a un dealer, ou un truc qui se fait arrêter par la douane de Gennevilliers et qu'on met Gennevilliers là-bas et qu'on va parler que de ça, quoi. Comme c'est une image qu'on nous colle à la peau, il y en a un peu marre, quoi ». La mairie a ainsi acquis une solide réputation auprès des journalistes du quotidien régional, ce dont témoigne le responsable de l'édition des Hauts-de-Seine : « Dès qu'on parle en bien, enfin, surtout en mal de la cité, le maire réagit. Il envoie un communiqué de presse, etc. Le maire n'hésite pas à porter plainte et il a raison, là-dessus, je le soutiens complètement, quand on magouille, quand on ment, quand on triche, je parle des journalistes [...] À chaque fois qu'on sort un papier négatif sur la cité et s'ils estiment qu'on dépasse un peu les bornes, ils nous appellent, ils nous disent : C'est scandaleux... » (entretien réalisé en 1999). En 1999, la décision de porter plainte contre France 2 montre qu'un degré supplémentaire a été franchi dans la mise en place d'une stratégie de communication défensive, de la part des élus : « Notre affaire, c'est pas la guerre du Golfe, nous on souhaitait surtout marquer le coup » dit-il. La gestion de l'affaire met en évidence les compétences requises dans le processus de fabrication de l'événement : le lendemain même de la diffusion du reportage, un premier communiqué de presse est envoyé à l'Agence France Presse, qui alimente les journaux en information, au Parisien, « qui est très lu localement », à Libération, L'Humanité, puis aux trois chaînes, France 2, France 3 et TF1. Des journalistes prennent contact avec la mairie : « l'affaire monte, tout ça s'est fait très vite dans la seconde journée ». C'est la publication d'un article dans Le Monde (intitulé « Une mise en scène ») qui sert de déclencheur : « Le Monde que nous n'avions pas sollicité nous a beaucoup aidé parce qu'il reprenait exactement notre argumentaire. C'est à partir de cet article que la presse a considéré que quelque chose s'était passé » explique le responsable qui poursuit : « la gestion de l'affaire s'est faite en fonction de sa résonance dans la presse. Ce sont des choses qu'on ajuste. [...] Par exemple, le mot 'bidonnage' utilisé au début sur le coup de l'émotion, de la colère, a été remplacé par 'mise en scène ». Mais la façon dont la plainte a été relayée témoigne également de l'existence d'un univers journalistique de plus en plus soumis à la critique.

LA FONCTION DE « GATE-KEEPING » DU SERVICE COMMUNICATION

En 1999, « La communication » occupait une position centrale au sein de l'administration municipale, malgré la réduction de moitié de son budget (d'environ douze millions à six millions de francs), entraînant la suppression de plusieurs postes parmi les journalistes permanents, au profit du recrutement de « pigistes ». Une partie du travail réalisé par le

service de communication consiste certes à produire une offre identitaire fondée sur le territoire « comme principe organisateur de la vie sociale » (Le Bart, 2000). Cette image est celle d'une ville tournée vers le développement économique, conservant son passé et ses traditions ouvrières. Mais cette valorisation du territoire s'appuie aussi sur un travail de gatekeeping, c'est-à-dire de contrôle et de filtrage d'une information susceptible de mettre à mal cette image. Ainsi, pour éviter l'effet de loupe produit par la médiatisation sur des situations souvent vécues comme honteuses (« difficiles », « délicates », « sensibles », « à problèmes »), un contrôle relativement soutenu était exercé sur l'information. Par exemple, un employé de la Mission locale, un organisme en direction des jeunes de 16 à 25 ans, en recherche d'emploi, évoquait la colère de son supérieur après la publication de propos qu'il avait tenus la veille à un journaliste du Parisien : il expliquait que certains jeunes changeaient leur adresse sur leur CV afin de contrer l'effet « cité ». La mairie, en intégrant la perception journalistique, proche du sens commun, de la « banlieue » dans son propre mode de fonctionnement, pourrait jouer, involontairement, le rôle de « caisse de résonance », de ce discours, alors même que les liens avec certains quartiers de la ville, médiatisés, se sont distendus, du fait du départ de militants (Masclat, 2002). En effet, l'introduction de la communication dans tous les services de la mairie pourrait contribuer à opérer un effet de fermeture du champ politique local, les responsables pouvant se montrer plus attentifs à leur image qu'aux demandes des habitants.

« A partir du moment qu'on te met dans Le Parisien : Monsieur, sans personnalité des Hauts de Seine, Monsieur B. a dit, Monsieur B. fait et que t'as le préfet qui te reçoit, qui te demande ton avis et que t'as l'autre qui commence à... [...] C'est au fur et à mesure du temps ça, quand ils ont commencé à voir que j'avais, entre guillemets, une " grosse influence " sur le quartier et que j'avais entre guillemets " bonne presse " sur le quartier, et que sur le quartier, les gens avaient une image de moi comme étant le bienfaiteur de ce quartier et non pas le malfaiteur, ça a commencé à susciter chez certains un regard autre [...] Sachant que la plupart des institutions qui sont venues ici, je te cache pas, moi depuis 97, tous les ministres, premiers ministres, qui se sont pointés ici, j'ai eu droit à une petite demi-heure de discussion, je te serre la pogne : ah, je suis très heureux de faire votre connaissance ".

LA MENACE DES CONTRE – DEFINISSEURS

Le travail d'entretien du capital symbolique se heurte à la dégradation des conditions de vie d'une partie de la population, à l'absence d'un « collectif » soudé et organisé comme l'illustre la présence de groupes ou d'individus qui peuvent s'appuyer sur des relais à l'extérieur (journalistes, sociologues) pour faire valoir leurs visions de la réalité⁶. La façon dont un entrepreneur indépendant de « réalité » est parvenu à interpeller les élus qui l'ont par la suite embauché et chargé d'assurer la communication du quartier, est particulièrement significative de la menace que ces « contre - définisseurs » peuvent représenter pour les élus. Tout a commencé avec l'organisation, par un des responsables d'une amicale de locataire, d'une manifestation pour le relogement des locataires d'un

.....

⁶ Olivier Roubieu relate ainsi la façon dont, en 1992, Libération (daté du 13/07/1992) avait relaté une occupation du hall de la mairie par des personnes expulsées d'un logement classé insalubre et résidant, depuis quelques mois, dans un hôtel meublé à Asnières, organisée par l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés. Olivier Roubieu, op. cit., p. 112.

immeuble promis à la destruction. A la surprise de la municipalité, l'importance de la manifestation témoigne des capacités de mobilisation d'une frange de la population immigrée, habituellement considérée comme passive. En même temps, cette demande contrevient au projet de « déghettoïsation » du quartier. L'accès de cette fraction dominée des classes populaires à une visibilité publique s'accompagne du souci de présenter l'image d'un « collectif respectable ». Monsieur S., l'un des principaux organisateurs de l'événement, est souvent vêtu d'un costume et d'une cravate, en même temps, il utilise une gestuelle digne d'un acteur dramatique, ainsi que des phrases percutantes, agrémentées de références télévisées populaires (citant l'émission 7/7 diffusée sur *TF1*, le feuilleton « Côte Ouest »⁷, la publicité pour les produits Bordeaux-Chesnel⁸...)], qui se prêtent particulièrement bien aux formats journalistiques. Son crédit repose en effet sur la détention d'un capital linguistique, condition nécessaire pour accéder à la sphère des discours autorisés : « *Je n'ai pas ma langue dans la poche je suis un spécialiste des phrases 'made in Japan'* », dit-il. Surtout il présente aussi son action comme « apolitique » ce qui contribue à légitimer son action aux yeux des journalistes. Cette « bonne image » passe également par des stratégies de contrôle de l'information, prenant la forme de négociations. Mais sa faiblesse provient sans doute de son isolement et de sa situation précaire qui le conduira à rejoindre la municipalité. S'appuyant sur sa connaissance des populations et sur ses talents de communicant, celle-ci le chargera de sélectionner parmi les jeunes, ceux qui sont habilités à parler aux médias. De fait, Monsieur S. deviendra lui-même l'interlocuteur des hommes politiques et des journalistes qu'il accompagne dans le quartier, se muant lui-même en attaché de presse de la ville.

CONCLUSION

La centralité des médias dans l'espace public explique les luttes de concurrence en direction des journalistes pour dire ce qu'est le monde social. A Gennevilliers, elle a conduit à la mise en place d'une nouvelle fonction et le recrutement d'un personnel chargé de gérer le capital symbolique de l'institution (« son image », « son crédit »), et quand, certaines circonstances l'imposent, de « garder la face » (Goffman, 1974, p.9). La création d'une structure spécialement dédiée à cette tâche s'explique aussi par la nécessité d'entretenir de façon régulière le capital symbolique, c'est-à-dire, l'« l'honorabilité », « le prestige », ou pour le dire autrement, ce regard, « positif ou négatif, qui est porté par la collectivité sur chacun de ses membres » (Champagne, Christin, 2004, p. 135), tant ce capital est fragile.

.....

7 Feuilleton télévisé.

8 Publicité dans laquelle une aristocrate déclare « ne pas avoir les mêmes valeurs » au sujet des rillettes — aliment plutôt classé du côté du populaire — dont elle fait la promotion.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Anquetin V. La construction électorale des politiques municipales. Travail politique de conquête et de gestion d'une capitale régionale (Strasbourg 1973-2001), Thèse de science politique, IEP, Strasbourg, 2010.
- Champagne P., Christin O., *Mouvements d'une pensée*, Pierre Bourdieu, Paris : Bordas, 2004, (coll. « Philosophie présente »).
- Cobb R., Ross M.-H. (eds), *Cultural Strategies of Agenda Denial: Avoidance, Attack and Redefinition*, University of Kansas Press, 1997.
- Fourdin, M., « La professionnalisation de la communication locale : un paradoxe ? », *Réseaux*, vol. 12, n°64, 1994, pp. 75-89.
- Frisque C., « Une reconfiguration des espaces médiatiques locaux » ?, *Revue française de science politique*, vol. 60, n°5, 2010, pp. 961-973.
- Goffman E. *La mise en scène de la vie quotidienne*, tome 1, Paris : Minuit, 1973 (coll. « Le sens commun »).
- Hall S., Critcher C, Jefferson T., *Policing the crisis. Mugging the State and Law and Order*, London, McMillan, 1978.
- Le Bart C., « Les bulletins municipaux : une contribution ambiguë à la démocratie locale », *Hermès* n°26-27, 2000, pp. 175-184.
- Le Galès P., « Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine », *Revue française de science politique*, 45 (1), février 1995, pp. 57-95
- Legavre, J.-B., « Du militant à l'expert en communication politique. L'institutionnalisation inachevée d'une position locale singulière. Le cas de la mairie de Rennes », *Politix*, octobre-décembre 1989, n°7-8, p. 80-90.
- Legavre, J.-B., « L'horizon local de la communication politique. Retour sur la diffusion d'une expertise », in *Politix*. Vol. 7, N°28. Quatrième trimestre 1994, pp. 76-99.
- Le Saulnier L., « La police nationale dans une société médiatisée
Des stratégies médiatiques de l'organisation aux usages et réceptions par la profession" ;
Thèse de sciences de l'information et de la communication », Université Paris 2, 2010.
- Marchetti D. (dir.), *Communication et médiatisation de l'Etat. La politique invisible*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, « communication, médias, société », 2008.
- Marin L., *Le portrait du roi*, Paris, Éd. de Minuit, 1981
- Nollet J., « Les communicateurs de ministère entre champs bureaucratique et journalistique » in Chupin I. et Nollet J. (dir.), *Journalisme et dépendances*, Paris, L'Harmattan (Cahiers Politiques), mai 2006, p. 161-185.
- Ollivier-Yanniv C. & Rinn M. (dir.), *Communication de l'Etat et gouvernement du social. Pour une société parfaite?*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2009.
- Ollivier-Yaniv C., 2003, « Des conditions de production du discours politique : les «écrivants» des prises de parole publiques ministérielles », pp. 89-98, in Bonnafous S., Chiron P., Ducard D., Lévy C., dirs, *Argumentation et discours politique. Antiquité grecque et latine, Révolution française, Monde contemporain*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- Pailliant I., *Les territoires de la communication*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1993.

Roubieu O., Le journalisme et le pouvoir local, in Actes de la recherche en sciences sociales, Vol. 101-102, mars 1994. pp. 85-87.

Sedel J., Les médias et la banlieue, Lormont, INA/Le bord de l'eau, 2009.

Voirol O., « Les luttes pour la visibilité. Esquisse d'une problématique », Réseaux, 2005/1, n°129-130, pp. 89-121.